



22 février 2021

Syrie : des femmes détenues font la grève de la faim pour réclamer leur rapatriement en France

Face au refus de la France de les rapatrier, elles et leurs enfants, une dizaine de femmes détenues en Syrie a cessé de s'alimenter.

Une dizaine de femmes, détenue dans des camps en Syrie, ont entamé dimanche une grève de la faim « *pour protester contre le refus obstiné des autorités françaises d'organiser leur rapatriement et celui de leurs enfants* », ont annoncé deux avocats. « *Après des années d'attente et aucune perspective de jugement sur place, elles estiment n'avoir plus d'autre choix que de refuser de s'alimenter* », relatent dans un communiqué M^e Marie Dosé et M^e Ludovic Rivière, conseils de certaines d'entre elles. « *Dans des messages audio adressés à leurs proches, ces femmes ont expliqué ne plus supporter de regarder leurs enfants souffrir, vouloir assumer leur responsabilité et être jugées en France pour ce qu'elles ont fait* », ajoutent les deux conseils, rappelant que « *toutes ces femmes sont sous le coup d'une information judiciaire confiée à un juge antiterroriste français* ».

Quelque 80 femmes, qui avaient rejoint l'État islamique, et 200 enfants sont détenues dans des camps en Syrie gérés par les forces kurdes. Selon le Comité international de la Croix Rouge (CICR), qui intervient dans les camps d'Al Hol et de Roj, dans le Nord-Est syrien, les enfants souffrent de malnutrition et d'affections respiratoires graves en hiver.

Retour au « cas par cas » de ces enfants

Dans un avis rendu en novembre, le comité des droits de l'enfant de l'ONU a alerté sur le danger « *immédiat* » pour la vie de ces enfants, détenus dans des « *conditions sanitaires inhumaines* » et privés des denrées « *les plus basiques* ».

Paris maintient depuis des années une politique de retour au cas par cas pour ces enfants – 35, majoritairement des orphelins, ont été rapatriés jusqu'ici – et estime que les adultes devraient être jugés sur place.

« *Laisser ces femmes dans ces camps alors que les autorités kurdes (qui ne peuvent pas les juger, NDLR) exhortent la France à les rapatrier depuis des années est totalement irresponsable et inhumain* », considèrent les deux avocats.

La France sommée d'agir par l'ONU

Le député UDI **Pierre Morel-A-L'Huissier** et le sénateur communiste **Pierre Laurent** ont dénoncé mardi la « *lâcheté* » de la France qui « *abandonne* » des femmes

et enfants détenus « *dans des conditions inhumaines* » en Syrie, exhortant leurs collègues à réclamer avec eux un rapatriement général.

Pascale Descamps, mère d'une femme de 32 ans détenue dans un camp avec ses quatre enfants et qui dit souffrir d'un cancer, a cessé de s'alimenter début février pour obtenir son rapatriement.

En décembre, le Haut-commissariat aux droits de l'Homme de l'ONU avait demandé à la France de « *prendre les mesures nécessaires* » pour permettre à cette femme d'accéder à des soins médicaux. ■